

Rapport sur le quatrième séminaire sur la mesure de la qualité du travail

Note du secrétariat

INTRODUCTION

1. Suite au séminaire organisé en 2005, le quatrième séminaire sur la mesure de la qualité du travail s'est tenu du 18 au 20 avril 2007 à Genève. Ont participé à ce séminaire conjointement organisé avec le Bureau international du Travail (BIT) et l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) des représentants des pays suivants: Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Kazakhstan, Lituanie, Moldova, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suisse et Ukraine. La Commission européenne était représentée par Eurostat et la Direction générale de l'emploi. Le BIT, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), et la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail étaient également représentés. Un expert de l'organisation non gouvernementale Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) a également participé au séminaire sur l'invitation du secrétariat de la CEE.

2. M. Peter Morrison (Canada) a été élu Président du séminaire.

II. ORGANISATION DE LA RÉUNION

3. Deux thèmes principaux ont été étudiés. Le premier, préparé par l'Équipe spéciale sur la qualité du travail, portait sur l'examen du cadre conceptuel international relatif à la mesure des aspects qualitatifs de l'emploi. Le second traitait de l'utilisation d'indicateurs statistiques lors de la mesure de différents aspects de la qualité du travail et de l'emploi, notamment au travers de l'étude de l'expérience de certains pays.

4. L'objectif du séminaire était de préciser les grandes lignes du cadre conceptuel proposé par l'Équipe spéciale. Il a également été débattu de la suite à donner aux travaux réalisés dans ce domaine.

5. Tous les documents et exposés présentés au séminaire sont disponibles sur le site Web de la CEE, à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2007.04.labour.htm>.

III. RÉSUMÉ DES DÉBATS

A. Le cadre

6. L'Équipe spéciale a présenté un document réunissant les cadres existants pour la mesure de la qualité du travail élaborés par le BIT (travail décent), l'Union européenne (qualité du travail) et la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (qualité du travail et de l'emploi) en une proposition de cadre international commun en matière de qualité de l'emploi. Le but du cadre élaboré par le BIT est que «chaque femme et chaque homme puissent

accéder à un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité». Les cadres conçus par l'Union européenne et la Fondation de Dublin s'inspirent du Programme d'action de Lisbonne visant à créer «des emplois plus nombreux et de meilleure qualité». Les participants ont salué le travail accompli par les membres de l'Équipe spéciale qui avaient élaboré ce document et ils les en ont remercié.

7. Le cadre de travail a été structuré hiérarchiquement selon 11 aspects et 53 indicateurs reposant sur les 4 piliers fondamentaux du travail décent. Toutefois, les débats ont essentiellement porté sur les 11 aspects en question.

8. Les participants étaient d'avis que les aspects IV et VI du cadre de travail initial (concernant respectivement les «horaires de travail incompatibles avec une vie sociale ou inacceptables» et l'«équilibre entre vie professionnelle et vie familiale») étaient intimement liés et que, par ailleurs, il convenait de donner une définition plus large de l'aspect VI de façon à ce qu'il couvre l'équilibre entre vie professionnelle et vie non professionnelle en général, au lieu de se limiter à la vie familiale. Deuxièmement, il a été décidé que la formation professionnelle serait traitée comme un aspect séparé de la composante relative aux revenus. Troisièmement, il a été noté qu'il manquait peut-être un aspect permettant de prendre en considération la satisfaction au travail et l'inadéquation des compétences. Quatrièmement, il a été estimé que le «contexte social et économique» n'était pas tant l'un des aspects de la qualité de l'emploi que le point de référence à partir duquel les différents aspects devaient être examinés et analysés. Cinquièmement, il a été souligné que les aspects I et II n'étaient pas nommés de façon adéquate. L'aspect II fait référence au travail des enfants et au travail forcé tels que définis par les Conventions de l'OIT pertinentes. Enfin, il a été proposé d'étudier la possibilité d'inclure plus d'éléments des «droits du travail» à ce cadre conceptuel, bien que cette proposition n'ait pas été étudiée en détail.

9. D'un point de vue international, c'est le titre de «qualité de l'emploi» qui convient le mieux pour décrire le concept de la qualité du travail dans son ensemble tel qu'il est défini dans le cadre type. Les participants ont décidé que les aspects suivants pourraient servir de point de départ:

1. Accès à l'emploi;
2. Travail des enfants et travail forcé;
3. Revenu du travail;
4. Formation professionnelle et apprentissage continu;
5. Horaires de travail et aménagement du temps de travail;
6. Flexisécurité;
7. Équilibre entre vie professionnelle et vie non professionnelle;
8. Traitement équitable en matière d'emploi;
9. Sécurité du travail;

10. Protection sociale au travail;

11. Dialogue social.

10. Les participants ont reconnu que le cadre de travail répondait aux besoins fondamentaux des utilisateurs et qu'il jetait des bases à partir desquelles poursuivre et approfondir les travaux. Ils ont reconnu qu'il devrait être utilisé par tous les pays, quel que soit leur stade de développement, et qu'il devrait être dynamique et évoluer de façon à refléter tout changement dans les priorités et les politiques.

B. Les indicateurs

11. Des observations ont été faites quant à la liste de 53 indicateurs. Les participants étaient d'avis qu'il fallait continuer à affiner la liste des indicateurs relatifs à la qualité de l'emploi et la valider. Les principaux points relevés au cours des débats auxquels l'Équipe spéciale devrait donner suite sont brièvement présentés dans l'annexe.

IV. TRAVAUX FUTURS

12. Les participants se sont accordés pour dire qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux afin de parfaire puis tester le cadre de travail ainsi que la liste d'indicateurs proposés par l'Équipe spéciale. Ils étaient également d'accord sur le fait que ce cadre de travail devrait fournir un ensemble commun d'indicateurs permettant de mesurer la qualité de l'emploi aux échelons national et international.

13. Les participants ont proposé de mettre en place une nouvelle équipe spéciale ayant pour objectifs:

- a) De préparer un plan de travail en vue d'entreprendre les tâches requises;
- b) D'affiner la liste des indicateurs en tenant compte des propositions susmentionnées formulées lors de la réunion;
- c) D'envisager l'introduction d'indicateurs supplémentaires, y compris ceux pour lesquels des données ne sont pas forcément disponibles pour l'instant, ainsi qu'il en a été convenu à la réunion;
- d) De tester la nouvelle liste d'indicateurs en se fondant sur un ensemble de critères que l'Équipe spéciale sera chargée d'élaborer;
- e) De définir le contexte dans lequel les indicateurs devraient être utilisés et d'établir une liste des indicateurs de contexte;
- f) De déterminer pour chaque indicateur le niveau de ventilation requis (en termes de sous-groupes de la population);
- g) De fixer les objectifs de la mesure et d'adopter une définition et une méthodologie pour chaque indicateur;

h) De mettre au point une liste finale d'indicateurs qui se présentera sous deux formes différentes:

- i) Une liste d'indicateurs indiquant pour chacun d'entre eux les aspects qu'il sert à mesurer;
- ii) Une liste des aspects indiquant pour chacun d'entre eux les indicateurs s'y rapportant;

i) De produire un rapport intérimaire afin d'informer la dix-huitième Conférence internationale des statisticiens du travail (au dernier trimestre 2008) et d'autres acteurs des progrès réalisés;

j) De débattre de la possibilité d'organiser un cinquième séminaire sur ce sujet en 2009 dans le but d'examiner la liste révisée d'indicateurs.

14. Les participants ont proposé que l'Équipe spéciale présente l'état de ses travaux au Bureau de la Conférence des statisticiens européens en février 2008.

15. Les participants étaient conscients du fait que le projet proposé était une entreprise d'envergure. C'est pourquoi, afin de garantir que l'Équipe spéciale puisse respecter les délais fixés, ils ont suggéré qu'elle étudie la possibilité de dégager des ressources supplémentaires, que ce soit sous la forme de financements ou en nature.

16. Les participants ont proposé que l'Équipe spéciale soit dirigée par le Canada et que les pays intéressés, la Commission européenne, le BIT et la CEE y participent. Les représentants des pays ou organisations suivants ont exprimé leur intérêt à faire partie de l'Équipe spéciale: Finlande, France, Israël, Italie, Pays-Bas, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail et WIEGO. Les autres pays et organisations sont également invités à rejoindre l'Équipe spéciale.

ADOPTION DU RAPPORT

17. Le rapport de la réunion a été adopté à la séance de clôture.
